



## Commune d'Isneauville

# Aménagement de la RD 928 Déplacements Doux

### Acte d'Engagement

### PHASE DCE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

#### MAITRE D'OUVRAGE

##### Commune d'Isneauville

Mairie d'Isneauville  
76230 ISNEAUVILLE

Tel : 02.35.60.57.85 - Fax : 02.35.61.67.66

#### MAITRISE D'ŒUVRE

##### INGENIERIE - MANDATAIRE

##### EGIS FRANCE

32 rue Raymond Aron  
76130 MONT SAINT AIGNAN  
Tel : 02.35.12.55.85 - Fax : 02.35.60.42.18



Rédacteur : B.MOTTARD  
2ème contrôle : D. JUILIEN  
Chef de Projet : D.JUILIEN

Août 2013  
INDICE 4

Indice	Date	Nature de la modification	Rédacteur
1	05/2013	Création document	BM
2	05/2013	Prise en compte remarques MOA	BM
3	07/2013	Version finale DCE	BM
4	08/2013	Prise en compte remarques MOA	BM

## ACTE D'ENGAGEMENT

**Maître de l'ouvrage :**

Commune d'Isneauville en Mairie d'Isneauville.

**Objet du marché :**

Aménagement de piste cyclable RD 928 – Commune d'Isneauville

**Mode de passation et forme de marché :**

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE MAPA (Marché en Procédure Adaptée) en application des articles 10 & 28 du Code des marchés publics.

**Maîtrise d'œuvre :**

EGIS France  
Parc de la Vatine  
32 rue Raymond Aron  
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

(Sous réserve de changement ultérieur par décision du maître de l'ouvrage)

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics :**

Monsieur le Maire de la Commune d'Isneauville, ou son représentant

**Ordonnateur :**

Monsieur le Maire de la Commune d'Isneauville

**Comptable public assignataire des paiements :**

Trésorier de 76230 BOIS-GUILLAUME BIHOREL

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 : PRIX</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 : PAIEMENT</u></b>	<b><u>6</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</u></b>	<b><u>7</u></b>
<b><u>ANNEXE N°1 :RELATIVE A LA PRESENTATION D'UN SOUS – TRAITANT OU ACTE SPECIAL</u></b>	<b><u>10</u></b>

## Article premier : Contractant

### Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

M .....

.....

.....

.....

Adresse électronique de la personne habilitée : .....

agissant pour mon propre compte<sup>1</sup> ;

agissant pour le compte de la société<sup>2</sup> :

.....

.....

.....

pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du ..../..../.....

### Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

M .....

.....

.....

.....

Adresse électronique de la personne habilitée : .....

agissant pour mon propre compte<sup>3</sup> ;

agissant pour le compte de la société<sup>4</sup> :

.....

.....

.....

agissant en tant que mandataire du groupement solidaire<sup>5</sup>

agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint

agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), et des documents qui y sont mentionnés,
- et après avoir fourni les pièces prévues aux articles 45 et 46 du Code des marchés publics,

Je m'ENGAGE ou j'ENGAGE le groupement dont je suis mandataire<sup>6</sup>, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

<sup>1</sup> Cocher la case correspondante à votre situation

<sup>2</sup> Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée

<sup>3</sup> Cocher la case correspondante à votre situation

<sup>4</sup> Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée

<sup>5</sup> Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

<sup>6</sup> Rayer la mention inutile

## Article 2 : Prix

2.1 Les prix sont non actualisables et révisables suivant les conditions définies dans le CCAP.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 suivant les conditions définies dans le CCAP.

2.2 Le cout de l'ensemble des travaux du marché concerné par cet acte d'engagement, telle qu'elle résulte de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est de :

<i>Pour la Solution de base</i>	<i>Montants en Euros</i>
Montant HT	.....
TVA (taux de ..... %)	.....
Montant TTC	.....
<i>Soit en toutes lettres (Montant T.T.C.) : .....</i>	
.....	

<i>Avec solution Variante (facultative)</i>	<i>Montants en Euros</i>
Montant HT	.....
TVA (taux de ..... %)	.....
Montant TTC	.....
<i>Soit en toutes lettres (Montant T.T.C.) : .....</i>	
.....	

Aucune option n'est prévue au marché.

Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre :

- Le ou les actes spéciaux de sous-traitance n°..... annexé(s) à l'acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que l'on envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Les noms et les conditions de paiement de ces sous-traitants ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque acte spécial de sous-traitance constituent le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.
- Chaque acte spécial de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.
- Le montant total des prestations que l'on envisage de sous-traiter conformément à ces actes spéciaux de sous-traitance est de :

Montant hors taxe : ..... Euros

TVA (taux de ..... %) : ..... Euros

Montant TTC : ..... Euros

Soit en lettres : .....

.....

### Article 3 : Délais d'exécution

<i>Lot</i>	<i>Période de préparation</i>	<i>Délai d'exécution des travaux</i>
<b>VRD – ESPACES VERTS</b>	1 mois	4 mois

Ces délais partent à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Ces délais devront s'insérer dans le délai global de **5 mois**, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution, joint en annexe 1 du CCAP.

### Article 4 : Paiement

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

En cas de groupement conjoint joindre en annexe le tableau de répartition des paiements.

En cas de groupement solidaire, les paiements s'effectueront sur un compte joint ouvert ultérieurement au nom du groupement.

- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....  
IBAN : .....  
BIC : .....
- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....  
IBAN : .....  
BIC : .....
- *Ouvert au nom de :* .....  
pour les prestations suivantes : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : ..... Code guichet : ..... N° de compte : ..... Clé RIB : .....  
IBAN : .....  
BIC : .....

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Conformément au C.C.A.P. la ou les entreprises ci-après désignées :

- refusent<sup>7</sup> de percevoir l'avance  
 acceptent de percevoir l'avance

<sup>7</sup> Cocher la case correspondant à votre situation  
AE Ind 4 / VRD – ESPACES VERTS

**NB :** Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

### Article 5 : Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot, sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
Travaux de terrassement (45112500-0)	
Travaux de construction route (45233120-6)	
Travaux de construction de pistes cyclables (45233162-2)	
Travaux de revêtements divers (45233200-1)	
Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts (45112710-5)	-
Réalisation et entretien d'espaces verts (77310000-6)	
Travaux de marquage routier (45233221-4)	
Installation de signalisation routière (45233294-6)	
Travaux d'installation de dispositifs de sécurité (45340000-2)	

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

**ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

---

---

*Fait en un seul original*  
A .....  
Le .....

**Signature du candidat**  
*Porter la mention manuscrite*  
*Lu et approuvé*

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

---

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir*  
*marché*  
A .....  
Le .....

**Signature du représentant du pouvoir**  
**adjudicateur**

**DATE D'EFFET DU MARCHE**

---

---

*Date de signature de l'avis de réception postal par le titulaire*  
*(valant notification du marché) : .....*



**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES**

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) : .....

2  La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) : .....

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) : .....

4  La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) : .....

et devant être exécutée par .....

en qualité de : .....  membre d'un groupement d'entreprise  sous-traitant

A ..... le .....<sup>8</sup>  
Signature

**MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) AU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**

(A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettre) à : .....

Montant initial : - Ramené à : .....  
- Porté à : .....

A ..... le .....<sup>9</sup>  
Signature

<sup>8</sup> Date et signature originales

<sup>9</sup> Date et signature originales

**ANNEXE N°1 : Relative à la présentation d'un sous – traitant ou ACTE SPECIAL**

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

**DC4**

**DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>10</sup>**

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.*

*Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.*

**A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).**

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)*

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

**B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)*

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant.**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.**

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

<sup>10</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

## E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :  
(Cocher la case correspondante.)  NON  OUI

## F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA : .....
- Montant maximum HT : .....
- Montant maximum TTC : .....

■ Modalités de variation des prix :

## G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  NON  
 OUI

(Cocher la case correspondante.)

## H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

## I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur**, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 433-2, 8<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9, 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

## **J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.**

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché

public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

### K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

### L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Date de la dernière mise à jour : 24/09/2010.